Angela Merkel à Paris

Jusqu'à sa « visite de travail » à Paris le 19 juillet dernier, pour une série d'entretiens qui lui ont permis de rencontrer Jacques Chirac, son Premier ministre Dominique de Villepin et l'actuel ministre de l'Intérieur et président de l'UMP Nicolas Sarkozy, Angela Merkel était pratiquement inconnue des Français. Commentant son séjour, quelques observateurs se sont bornés à dire qu'elle était desservie par son physique (un journal lui a trouvé des allures « dépressives », un autre une « tête d'alcoolique ») ! Les plus sérieux en ont profité pour s'interroger sur ses intentions au cas où, comme il est probable, elle succèderait à la chancellerie à Gerhard Schröder à l'automne prochain.

Durant son séjour, Angela Merkel n'a en fait pas dit grand chose. Mais l'un de ses plus proches conseillers, Friedbert Pflüger, porte-parole du groupe parlementaire CDU-CSU pour les questions de politique étrangère, l'a fait pour elle – et de façon retentissante – dans un article paru dans *Le Figaro* à la veille même de son arrivée à Paris.

Qu'a dit Friedbert Pflüger ? D'abord, bien entendu, que « l'amitié franco-allemande constituera une priorité particulière » après un retour au pouvoir de la CDU-CSU et que la France et l'Allemagne « doivent retrouver leur rôle de moteur » au sein de l'Union européenne. Mais surtout que « l'axe Paris-Berlin-Moscou forgé par le chancelier Schröder ne saurait être maintenu dans le futur », car il tend à « diviser l'Europe ». « L'Union européenne, a-t-il ajouté, doit être un partenaire des Etats-Unis […] Elle ne peut être un contrepoids ».

Ces dernières déclarations sans ambiguïté. On imagine mal qu'elles aient pu être faites sans l'aval d'Angela Merkel, d'autant que l'on parle déjà de Friedbert Pflüger comme d'un possible futur ministre des Affaires étrangères. Il faudrait donc s'attendre à un net changement de la politique extérieure allemande. *Die Welt* a d'ailleurs aussitôt titré : « Bricht die Achse Paris-Berlin-Moskau? »

Friedbert Pflüger commet en fait déjà une erreur en présentant l'idée d'un axe Paris-Berlin-Moscou comme le fruit de la seule politique de Gerhard Schröder. A l'époque où le commissaire européen Pascal Lamy et l'actuel Premier ministre Dominique de Villepin se prononçaient pour la création d'un « Bund » germano-français, base d'un « noyau dur » capable de devenir le moteur politique de toute l'Europe, ce sont en effet des chrétiens-démocrates comme Edmund Stoiber, Wolfgang Schäuble et Karl Lamers qui lui apportaient

leur appui.

Mais Friedbert Pflüger commet deux autres graves erreurs. La première est de s'imaginer qu'un rapprochement avec Washington serait de nature à apaiser les critiques dirigées par certains « petits pays » de l'Union européenne contre le « directoire » franco-allemand. En réalité, ces critiques tient d'abord au fait – auquel nul ne peut rien – qu'avec 142 millions d'habitants et une participation de 41 % au budget européen, la France et l'Allemagne sont les deux pays qui pèsent le plus lourd au sein de l'Union européenne.

Certes, nombre de pays récemment entrés au sein de l'Union européenne n'ont nullement voulu adhérer à l'Europe par adhésion aux finalités politiques de la construction communautaire qui étaient celles des « pères fondateurs » de l'Europe, mais pour rejoindre le camp « occidental » en se plaçant sous la protection de Washington. A terme, ils reviendront probablement de leurs illusions. Mais ce n'est parce qu'ils ne sont pas mûrs aujourd'hui pour le projet politique européen qu'il faut leur donner l'impression que la constitution d'une Europe politique autonome dans un monde multipolaire n'est qu'une chimère. C'est au contraire le moment, pour la France et l'Allemagne, de faire la preuve de leur capacité à faire avancer des projets fédérateurs communs pour faire comprendre aux autres pays qu'ils auraient tout avantage à s'associer.

La second erreur consiste à croire que la nature des relations entre l'Europe et les Etats-Unis dépend exclusivement de l'attitude des Européens. En recourant de plus en plus à l'unilatéralisme et en ne dissimulant même plus leur volonté de « diviser pour régner » (*divide et impera*), les Etats-Unis ont eux-mêmes choisi de s'éloigner de plus en plus de l'Europe, car ils savent bien que, pour des raisons politiques et géopolitiques tout autant qu'économiques, les intérêts des deux continents seront à l'avenir de plus en plus divergents. A l'heure du réseau Echelon et des pratiques dévastatrices du National Security Council, qu'il s'agisse du droit international ou du traitement des crises, on voit bien que les Etats-Unis n'ont déjà plus les mêmes valeurs et qu'ils ne raisonnent plus comme les Européens.

Friedbert Pflüger prône le renforcement d'une alliance « à la Metternich » entre la France et l'Allemagne, mais c'est à la façon du Bundestag qui, en 1963, par un préambule « atlantiste » ajouté au traité franco-allemand de l'Elysée, avait vidé ce dernier de tout son contenu. C'est oublier qu'aujourd'hui l'Allemagne peut enfin définir une politique étrangère en fonction des intérêts propres, c'est-à-dire autrement qu'en se comportant en vassal. Pflüger, finalement, se trompe d'époque. Le Mur de Berlin n'est visiblement pas encore tombé dans toutes les têtes.

Alain de BENOIST

24 juillet 2005